



**PRÉFET  
DU VAL-D'OISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et  
interdépartementale de  
l'environnement, De l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France  
Unité départementale du Val-d'Oise**

Immeuble Jacques Lemercier  
5 avenue de la Palette  
95300 Pontoise

Pontoise, le 11 juillet 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées** Visite d'inspection du 26 juin 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**PLACOPLATRE**  
Rond-Point du Fayel  
95560 BAILLET EN FRANCE

**Références :** UD95-2024-0531

**Code AIOT :** 0006506167

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26 juin 2024 de la carrière souterraine exploitée par PLACOPLATRE et implantée Rond Point du Fayel à BAILLET-EN-FRANCE (95560). L'inspection a été annoncée le 17 mai 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection programmée s'inscrit dans le suivi annuel de la carrière souterraine de MONTMORENCY.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PLACOPLATRE
- ROND POINT DU FAYEL RD 3 CARRIERE DE TAVERNY 95560 BAILLET-EN-FRANCE
- Code AIOT : 0006506167
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

PLACOPLATRE est autorisée à exploiter une carrière souterraine de gypse sous le massif de la forêt de MONTMORENCY sur une superficie de 946 ha, par arrêté préfectoral n° 3407 du 27 juin 2001, et ce, pour une période de 30 ans.

L'exploitation de cette carrière et de ses installations annexes relève des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement conformément au tableau ci-dessous et tel que repris dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 mai 2021 :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critères de classement
2510-1	A	Exploitation d'une carrière d'une superficie de 946 ha	1 000 000 t
2515-1	E	Broyage, concassage, criblage...	641 kW
1434-1	D	Installation de distribution de liquides inflammables	Débit de 6 m <sup>3</sup> /h
2517	NC	Station de transit, regroupement	Aire de transit de 1 131 m <sup>2</sup>

A : autorisation ; E : Enregistrement, D : Déclaration et NC : Non Classé

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté préfectoral complémentaire du 17 mai 2021, article 2	Sans objet
2	Dispositions particulières aux carrières	Arrêté Préfectoral d'autorisation du 27 juin 2001, article II-11	Sans objet
3	Dispositions particulières aux carrières	Arrêté Préfectoral d'autorisation du 27 juin 2001, article II-12	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Dispositions particulières aux carrières	Arrêté Préfectoral d'autorisation du 27 juin 2001, article II-13	Sans objet
5	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral complémentaire du 1er juin 2011, article 2.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi environnemental de la carrière souterraine est réalisé avec sérieux.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral complémentaire du 17 mai 2021, article 2			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques de classement des activités autorisées			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
L'exploitation de cette carrière et de ses installations annexes relève des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement conformément au tableau ci-dessous :			
Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critères de classement
2510-1	A	Exploitation d'une carrière d'une superficie de 946 ha	1 000 000 t
2515-1	E	Broyage, concassage, criblage...	641 kW
1434-1	D	Installation de distribution de liquides inflammables	Débit de 6 m³/h
2517	NC	Station de transit, regroupement	Aire de transit de 1 131 m²
A : autorisation ; E : Enregistrement, D : Déclaration et NC : Non Classé			
<b>Constats :</b>			
Dans un premier temps, l'exploitant a présenté la carrière souterraine de gypse.			
La carrière de Baillet-en-France, située sous la butte de Montmorency est actuellement exploitée par 2 exploitants : Placoplatre et ETEX. Un unique tunnel permet d'accéder à la carrière souterraine. Ensuite, les 2 zones sont bien identifiées.			
Lors de la visite sur site, une fois passée la descenderie commune, il a été constaté que les 2 quartiers sont bien identifiés et bien délimités.			
La carrière produit environ 600 000 tonnes par an de gypse (Placoplatre+ETEX). C'est la plus importante carrière souterraine de gypse d'Europe.			
Seule la première masse de gypse est exploitée. Elle se trouve entre 40 et 80 m de profondeur, au niveau de la butte de Montmorency. L'épaisseur de gypse est quant à elle comprise entre 6 et 12 m. L'exploitant a rappelé que 55% de la production française de gypse venait d'IDF et que l'IDF représente 70% des réserves nationales de gypse.			
Au niveau de la carrière de Montmorency, on retrouve au nord du périmètre autorisé de la carrière des zones rurales et au sud, des zones plutôt urbaines.			
La carrière emploie 42 salariés, en 2 équipes de 21 salariés sur les 2 quartiers et crée environ 200 emplois indirects.			

Au niveau de l'exploitation de la carrière, il est prévu le remplacement de plusieurs machines. Par ailleurs, des travaux sur plusieurs mois consistant en la sécurisation de la descenderie sont d'ores et déjà programmées pour la fin d'année 2024.

Dans un second temps, l'exploitant a présenté les activités de la carrière, en lien avec les rubriques de classement :

- s'agissant de la rubrique 2510 : en 2023, environ 303 000 tonnes de gypse ont été extraits coté Placoplatre. L'exploitant a rappelé que c'était ces tonnages qui étaient extraits depuis quelques années. Les prévisions 2024 sont quant à elles à la hausse avec un objectif de +10 % par rapport à 2023. Le site relève bien du régime de l'autorisation au titre de cette rubrique.
- s'agissant de la rubrique 2515 : l'exploitant a indiqué ne pas avoir modifié ces installations de broyage/criblage/concassage, celles-ci ayant été changées en 2022. Le site reste classé à enregistrement pour cette rubrique.
- s'agissant de la rubrique 1434-1 : l'installation de distribution de carburants n'a pas été modifiée depuis l'arrêté de 2001. Le site reste soumis au régime de la déclaration pour cette rubrique.
- s'agissant de la rubrique 2517 : cette rubrique vise la plateforme de rupture de charge qui a été réceptionnée par les services de la Driat en décembre 2021. La mise en service effective a été réalisée en mars 2022. Aucune modification n'a été apportée depuis mars à cette plateforme qui reste non classée.

**Type de suites proposées** : Sans suite

## N° 2 : Dispositions particulières aux carrières

**Référence réglementaire** : Arrêté Préfectoral d'autorisation du 27 juin 2001, article II-11

**Thème(s)** : Risques chroniques, Issues de secours - Puits d'aérage

### Prescription contrôlée :

L'exploitant maintient en permanence accessibles et opérationnelles au moins deux issues de secours, tunnel ou puits, ainsi que les ouvrages nécessaires au besoin de l'aérage de la carrière.

Dans la forêt, les puits sont balisés. Leur accès est interdit au public.

### Constats :

L'exploitant a indiqué qu'il y avait bien deux issues de secours accessibles et opérationnelles. Il s'agit de la descenderie d'un côté et la sortie coté Bessancourt de l'autre. L'exploitant a ajouté qu'en cas d'incendie au niveau de la descenderie, les salariés ont pour consigne d'évacuer côté Bessancourt, sinon, la descenderie est la sortie de secours principale. Les itinéraires de sortie sont matérialisés par des lumières de couleur verte.

Au cours de l'inspection, il a bien été constaté que la sortie côté Bessancourt était interdite au public. Une grille au niveau de la carrière empêche son accès. Une fois passée cette grille après avoir pris la sortie depuis l'intérieur de la carrière, un chemin extérieur mène vers une autre grille fermée par un cadenas.

Quant au puits d'aérage n°5 qui est le puits principal, il a été constaté au niveau de la forêt de Montmorency qu'il était bien sécurisé, des grillages en empêchent l'accès.

**Type de suites proposées** : Sans suite

### N° 3 : Dispositions particulières aux carrières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral d'autorisation du 27 juin 2001, article II-12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Anciens vides souterrains
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les vides souterrains répertoriés par l'inspection générale des carrières et présents à moins de 300 mètres du front d'abattage font l'objet d'un état des lieux ou d'une analyse des impacts susceptibles d'être causés par les tirs par un expert. Les anciens vides appartenant aux carrières actuellement en exploitation ou remises en état ne sont pas concernées.  En fonction des conclusions, l'exploitant prend les mesures nécessaires dans son mode d'exploitation pour préserver la sécurité et la stabilité générale.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a précisé qu'un géologue réalisait une revue d'un secteur de la carrière anciennement exploitée et classé dans les vieux vides tous les semestres. Il a présenté le registre sur lequel est reporté la date du contrôle, la zone contrôlée et les anomalies détectées et leur importance. En cas de désordres importants, le géologue le signale immédiatement à l'exploitant avant de lui transmettre son rapport exhaustif. Une fois que l'exploitant a le rapport du géologue, il reporte les différentes anomalies géotechniques dans un SIG pour actions, plus ou moins conséquentes (purge, boulonnage...).  Le registre mentionne une dernière date de contrôle au 6 juin 2024. L'exploitant a précisé qu'il n'y avait pas eu d'anomalies importantes détectées en juin. Par contre, lors du précédent contrôle, en décembre 2023, il a été constaté des anomalies importantes qui font actuellement l'objet d'une réflexion globale sur la manière de les traiter. En effet, la zone contrôlée fait état de cavités remblayées jusqu'à 3 m. Des chutes importantes de plaque sont détectées.  L'exploitant a présenté le SIG sur lequel apparaissent plusieurs zones : - la zone dernièrement contrôlée où sont reportées des fissures/fractures ; - la zone contrôlée en décembre 2023, qui apparaît totalement en orange, c'est-à-dire, en attente d'un traitement approfondi. L'exploitant a précisé, que, s'agissant d'anciens vides, il n'y a aucun passage dans cette zone.  Une procédure dénommée « Procédure de surveillance des cavités exploitées et non réaménagées » a été établie le 1 <sup>er</sup> décembre 2022 afin d'y reporter le détail des contrôles et la périodicité. S'agissant des « vieux » vides, 6 zones sont identifiées dans cette procédure avec un objectif qu'elles fassent toute l'objet d'une revue dans les 3 ans, soit un contrôle d'une zone chaque semestre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Dispositions particulières aux carrières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral d'autorisation du 27 juin 2001, article II-13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les cavités exploitées et non encore réaménagées font l'objet d'une visite périodique afin de détecter toute amorce d'éboulement ou d'affaissement. Toutes les dispositions doivent être prises pour éviter qu'un éboulement atteigne la surface.  Les résultats des visites sont consignés dans un registre qui signale également le nom du visiteur, la date et l'heure de la visite.  La périodicité et les modalités des visites sont fixées dans une consigne de l'exploitant.
<b>Constats :</b>  Comme pour les « vieux vides », la procédure dénommée « Procédure de surveillance des cavités exploitées et non réaménagées » établie le 1 <sup>er</sup> décembre 2022 fixe le détail des contrôles et la périodicité des galeries et/ouvrages souterrains en exploitation. La périodicité des contrôles est fixée à une semaine avec des visites multipliées <i>dans les chantiers qui présentent des difficultés ou des risques particuliers</i> .  L'exploitant a précisé qu'au niveau des zones en exploitation, les contrôles visuels sont réalisés de manière systématique mais ne sont pas tracés dans un registre. Toutefois, le système d'étiquettes mis en place par l'exploitant permet aux travailleurs de signaler toute anomalie. Les anomalies reprises sur les étiquettes oranges (géotechniques) sont enregistrées dans le SIG. Elles sont ensuite reprises dans un système SIG pour suivi des actions correctives. L'exploitant a ajouté que la logique était la même que pour les anciens vides, c'est-à-dire, qu'en fonction de l'anomalie constatée, le géologue peut être saisi pour un contrôle plus approfondi.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 5 : Prévention de la pollution de l'eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral complémentaire du 1er juin 2011, articles 2.1 et 3.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Caractéristiques des points de rejet dans le milieu récepteur

**Prescription contrôlée :**

Article 2.1 : Caractéristiques des points de rejet dans le milieu récepteur

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejets qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet	Bassin de retenue n°4 au lieu-dit « Fayel »
Nature des effluents	Eaux de ruissellement sur le carreau d'entrée à la carrière
Débit maximal (m3/h)	86,4
Exutoire du rejet	Milieu naturel
Traitement avant rejet	Décanteur, déshuileur
Milieu naturel récepteur	Rû de l'étang de Chauvry
Conditions de raccordement	Convention du 2 décembre 1996 avec le département du Val d'Oise

Point de rejet	Rû de l'étang de Chauvry
Nature des effluents	Eaux de drainage du tunnel
Débit maximal (m3/h)	240
Exutoire du rejet	Milieu naturel
Traitement avant rejet	Décanteur, déshuileur
Milieu naturel récepteur	Rû de l'étang de Chauvry

Tout rejet direct ou indirect non explicitement mentionné ci-dessus est interdit.

Article 3.4 : Autosurveillance, récapitulatif

L'exploitant établit, tous les ans sous une forme synthétique, un état récapitulatif des débits rejetés ainsi que des analyses et mesures effectuées en application du présent article. Ce document est accompagné de commentaires expliquant les dépassements constatés, leur durée ainsi que les dispositions prises afin d'y remédier et pour qu'ils ne puissent se reproduire.

**Constats :**

Deux points de rejets sont identifiés dans la présente prescription. L'exploitant a présenté le rapport annuel reprenant les résultats des mesures trimestrielles des 2 points de rejets, au titre de 2023.

S'agissant du 1<sup>er</sup> point de rejet, le bassin n°4, quatre campagnes de mesures sont reprises dans le rapport. Des dépassements en pH et en DCO sur 2 campagnes sont constatés ainsi que des dépassements en sulfates lors des 4 campagnes. Toutefois, l'exploitant a nuancé ces résultats. Il a précisé que le prélèvement d'eaux était réalisé directement dans le bassin, aucun rejet vers l'extérieur n'étant réalisé depuis ce bassin.

En effet, il a ajouté que toutes les eaux contenues dans le bassin n°4 étaient utilisées pour l'exploitation de la carrière, particulièrement pour l'arrosage des voies nécessaire au rabattement des poussières. Ce bassin dispose d'une pompe qui rejette les eaux vers l'extérieur. Or, cette pompe est à l'arrêt depuis plusieurs années. Il n'y a aucun rejet d'eaux vers l'extérieur depuis ce bassin. Ainsi, l'exploitant souhaite la modification de cet article en supprimant l'obligation de surveillance de la qualité des eaux, les eaux issues de ce bassin n'étant pas rejetées vers l'extérieur.

S'agissant du 2ème point de rejet, aucune mesure n'a été réalisée ; en cause, un problème de pompe tel repris dans le rapport annuel. En effet, tout comme le point de rejet n°1, l'exploitant a précisé qu'il est nécessaire de mettre en marche une pompe pour avoir un filet d'eau et réaliser un prélèvement. Il n'y a aucun rejet d'eaux vers l'extérieur dans le rû depuis quelques années selon l'exploitant. Ainsi, l'exploitant souhaite la modification de cet article en supprimant l'obligation de surveillance, ce rû ne faisant l'objet d'aucun point de rejet d'eau du site.

**A ce stade, la demande de l'exploitant d'arrêter le suivi des eaux rejetées apparaît acceptable, aucun rejet d'eau vers l'extérieur depuis le bassin n°4 et le rû n'étant observé. Dès lors qu'il est nécessaire de remettre en fonctionnement les pompes de ces 2 points de rejets, l'exploitant est tenu de réaliser les mesures de ces points de rejets.**

**Type de suites proposées : Sans suite**